



**HAL**  
open science

# De la forme et du fond dans la démocratie locale : Contribution à la détermination des facteurs d'influence de la réélection municipale

David Carassus, David Laborde

## ► To cite this version:

David Carassus, David Laborde. De la forme et du fond dans la démocratie locale: Contribution à la détermination des facteurs d'influence de la réélection municipale. 6èmes Rencontres Ville-Management à Québec, Edition Dalloz, 2003. hal-03080732

**HAL Id: hal-03080732**

**<https://hal.science/hal-03080732>**

Submitted on 17 Dec 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# **De la forme et du fond dans la démocratie locale :**

Contribution à la détermination des facteurs d'influence de la réélection municipale

## **Rencontres internationales "Démocratie et Management local"**

**Québec, 20-23 mai 2003**

**David CARASSUS**

IAE de Pau – CREG

[david.carassus@univ-pau.fr](mailto:david.carassus@univ-pau.fr)

**David LABORDE**

Université de Pau – CATT

[d.laborde@infonie.fr](mailto:d.laborde@infonie.fr)

### **RESUME :**

Face au développement soutenu des politiques de communication des mairies, et en particulier de l'utilisation de l'audit de début de mandat, notre étude a pour finalité de comprendre l'influence de ces actions sur la réélection des maires. Afin de comprendre les effets des pratiques informationnelles locales, nous rappelons les principaux résultats des théories des choix publics, de l'agence et du vote et nous apprécions leurs impacts sur la décision de vote des électeurs au regard des résultats des dernières élections municipales de 2001 pour 141 villes de plus de 20 000 habitants. L'influence de ces pratiques, associées au niveau de développement et de diversification de l'information sur la gestion locale, est analysée en rapport avec les chances de réélection des maires ou de continuité d'une couleur politique. Nous montrons que si la diffusion de l'information n'est pas une condition suffisante à la reconduction d'un mandat, elle peut se révéler être une condition nécessaire. De plus, cette analyse de l'influence des pratiques informationnelles est complétée par l'étude de l'impact des pratiques effectives locales, nous permettant de prendre en considération simultanément l'influence de la forme et du fond de la gestion municipale. L'étude de l'intensité des relations existantes entre qualité de la gestion et intensité de la communication publique nous permet ainsi d'éclairer un élément central des comportements électoraux : l'abstention. En effet, son intensité et sa répartition au sein de la population électorale ont une importance cruciale pour les élus et leur chance de réélection. Il apparaît ainsi qu'une relation croissante existe non seulement entre l'abondance des pratiques informationnelles des mairies et l'abstention, mais aussi entre cette dernière variable et les chances de réélection.

**MOTS-CLES : abstention, facteurs de réélection, information volontaire, élections municipales, processus de vote électoral.**

## Introduction

Face au développement soutenu des politiques de communication des mairies, il est légitime de s'interroger sur les motivations de telles pratiques. S'agit-il de simples démarches de propagande ou le signe d'une bonne gouvernance ? Les maires visent-ils à promouvoir leur réélection ou le dynamisme de la démocratie locale ? Pour tenter de répondre à ces questions, il semble nécessaire d'analyser, non pas d'une manière stricte, l'influence de ces pratiques sur les résultats électoraux, mais, d'une manière plus générale, la nature des facteurs déterminant la réélection municipale. La problématique à laquelle nous essaierons de répondre sera donc la suivante : Les résultats électoraux sont-ils conditionnés par les pratiques informationnelles locales, par les réalisations effectives des municipalités, ou par une combinaison de ces différents éléments ?

Dans cette perspective, le double choix s'offrant aux citoyens doit faire l'objet d'une étude approfondie : la décision d'aller voter, et celle de sélectionner un candidat par rapport à un autre. En effet, le processus de vote ne résume point au dépôt d'un bulletin dans l'urne. Il est la conséquence de comportements électoraux plus complexes où l'abstention est un choix à part entière. Deux exemples viennent illustrer la complexité du choix de participation, étape initiale du processus de vote. Le premier fait référence aux résultats d'une enquête sur « la participation politique des citoyens » réalisée en mars 2003 par la SOFRES. A la question « *avez-vous le sentiment de pouvoir influencer les décisions [politiques] qui sont prises au niveau de votre commune ?* », seules 23 % des personnes consultées répondent « un peu » ou « beaucoup »<sup>1</sup>. Près de 50 % des électeurs votent ainsi en admettant que cette action n'a que peu d'incidence sur les politiques menées, ces résultats pouvant expliquer l'inquiétante tendance baissière des niveaux de participation mais nous invitant aussi à nous interroger sur la qualité du système démocratique local. Le second exemple fait, lui, référence à deux études empiriques réalisées au sein de démocraties occidentales. WOLFINGER et ROSENSTONE (1980) mettent en effet en évidence que la fréquence de participation à une élection augmente avec le niveau d'éducation et de richesse des individus, des électeurs plus informés votant plus que leurs pairs moins informés. Or, BRODY (1978) montre que, depuis les années 1940, le degré de participation n'a cessé de décroître alors que le niveau d'éducation a progressé.

Pour apporter des éléments de réponse à ces questions, et notamment à celle complexe de l'abstention, nous nous appuyons sur la théorie rationnelle du vote initiée par Downs (1957). Dans ce cadre, les choix électoraux sont le fruit d'un calcul rationnel du citoyen qui arbitre entre les coûts et les gains de ses décisions politiques. Son vote n'étant que rarement décisif, sa principale motivation s'appuie alors sur le désir de voir le système démocratique perdurer. En effet, en l'absence de cette croyance, l'abstention apparaît comme un choix souvent rationnel puisqu'elle n'a pas de coût de raisonnement et ne demande pas de se procurer une information politique dispendieuse. De plus, elle évite de commettre une erreur en votant pour le « mauvais » candidat. Grâce aux apports de la théorie du jeu, nous verrons en particulier qu'accroître la part d'électeurs informés peut mener à un plus fort taux d'abstention pour des raisons de

---

<sup>1</sup> Logiquement, il ressort aussi que ce chiffre diminue avec l'éloignement de l'échelon décisionnel (département, région, national).

comportements stratégiques. Nous aurons alors expliqué le paradoxe souligné dans les études empiriques mentionnés précédemment.

Pour déterminer empiriquement les facteurs d'influence de la réélection municipale, nous nous appuyons principalement sur les réponses à un questionnaire envoyé aux 438 villes françaises de plus de 20 000 habitants, après avoir synthétisé les résultats des principales études empiriques antérieures. Les traitements statistiques des données récoltées nous permettent de décrire les variables explicatives et dépendantes au modèle, mais aussi d'analyser et de commenter les influences sur le processus électoral local en faisant la part entre les réalisations concrètes des élus (le fond) et leurs pratiques de communication (la forme).

Notre approche sera donc articulée autour des points suivants. Dans une première section, nous reviendrons sur les cadres théoriques analysant le processus électoral en y soulignant le rôle de l'information. Nous synthétiserons dans une seconde section les résultats de principaux travaux empiriques sur ce thème. La section 3 présentera les données et la méthodologie retenue, puis nous présenterons dans une section 4 les résultats de cette étude avant de conclure.

# 1. Influence de l'information sur le processus électoral

Nous rappellerons successivement les principaux éléments théoriques expliquant le processus électoral avant de souligner l'importance de l'information pour les acteurs politiques.

## 1.1. Le vote : Une décision rationnelle

La relation entre les électeurs et leurs représentants a fait l'objet d'une nombreuse littérature tant en sciences politiques qu'en théorie du choix public. Nous examinerons les éléments propres à la théorie du vote ainsi que certains éléments issus de la théorie de l'agence.

Depuis DOWNS (1957), les élections apparaissent comme un processus né des comportements rationnels des différents agents sociaux, en particulier les électeurs et les élus. Si la fonction théorique des élus est de représenter les intérêts de la collectivité, la théorie des choix publics a rapidement souligné la divergence d'objectifs entre les élus et leurs électeurs. En effet, maximiser le bien-être de la collectivité n'est pas la finalité première de ces agents. Les élus, comme tous les individus, répondent à des motivations égoïstes et cherchent à réaliser leurs propres objectifs. Selon DOWNS (1957), « *Les hommes politiques ne cherchent pas à se faire élire pour engager certaines politiques, mais à formuler des politiques pour se faire élire* ». Dans cette approche, complétée par les apports ultérieurs de BUCHANAN (1984), la poursuite de leur objectif de réélection les amène à proposer une politique répondant à l'expression directe des électeurs. Cependant, nous comprenons que se pose pour l'électeur le problème de l'évaluation des actions prises par les élus et de leur contrôle. En effet, une fois au pouvoir, les élus peuvent décider de mener les politiques qu'ils désirent, et justifier le manque de résultats devant leurs électeurs par des problèmes indépendants de leur volonté d'ordre technique, macroéconomique, etc. Eux seuls connaissent la réalité de la situation et les actions qu'ils entreprennent, la relation entre les élus et les électeurs étant en effet marquée par une asymétrie d'information largement traitée par la théorie de l'agence<sup>2</sup>.

Cependant, les modèles d'agence développés dans le cadre privé, se heurtent à des difficultés supplémentaires lorsqu'ils sont appliqués au secteur public. SANDERS(1994) met en évidence que la relation principal – agent peut être différente dans le secteur public où le principal a peu de motivations à surveiller l'agent, et où le principal représente un groupe dans lequel il existe des désaccords significatifs en terme de préférences de politiques publiques. De même, GALEOTTI et BRETON (1986) ajoutent que « *les représentants peuvent se remplir les poches en accumulant des richesses privées, en cherchant à obtenir une place dans l'histoire, ou en poursuivant d'autres objectifs que ceux désirés par les citoyens, sans nécessairement perdre aux*

---

<sup>2</sup> Initialement, cette problématique était centrée autour du couple actionnaires (principal) – manager (agent) qui préside à la destinée des firmes privées. En effet, les actionnaires délèguent au manager la gestion de l'entreprise qu'il possède, en échange d'une rémunération et lui donnent des objectifs à réaliser. Cependant, l'incertitude qui entoure de nombreuses variables économiques les empêchent de connaître parfaitement la réalité. Le manager est le seul à connaître avec précision certains paramètres, par exemple les coûts de sa firme ou l'intensité de la concurrence. Profitant de cet avantage informationnel, il peut accroître son bien-être en négligeant l'objectif que lui a assigné le principal. Ce comportement est possible grâce à l'asymétrie d'information au bénéfice de l'agent. Si le principal avait accès au même ensemble informationnel, l'agent ne pourrait pas se comporter de manière opportuniste.

*prochaines élections* ». Les remèdes traditionnels à ce type de problème restent plausibles : favoriser la transparence pour accroître le contrôle, créer et faire appel à une partie indépendante pour surveiller et s'informer sur les actions de l'agent.

Focalisons, à présent, notre attention sur l'acteur central de la théorie de Downs qu'est l'électeur rationnel. Ce consommateur politique cherche à maximiser son utilité future en votant pour le candidat qui lui assurera la meilleure situation. Mais si l'électeur rationnel doit s'intéresser aux performances futures des politiques et des politiciens, il ne peut fonder son jugement que sur les comportements et les événements passés. Il considère donc les variables passées associées au mandat d'un candidat ou de son parti comme approximation de sa politique post-électorale (FIORINA ; 1977, 1981). Cette approche permet dès à présent de comprendre toute l'importance de la diffusion et de la crédibilité de l'information politique. L'électeur aura besoin d'informations en quantité et en qualité suffisante pour effectuer ses choix.

Le comportement de vote de l'électeur rationnel se décompose en deux étapes. Si dans l'isoloir, l'électeur devra choisir entre les différents candidats, sa première décision concerne l'acte même d'aller voter. L'acte de vote est le fruit d'un arbitrage coût-avantage. Il peut être en effet rationnel pour un individu de s'abstenir alors même qu'il souhaite voir la victoire d'un candidat. Si le coût de voter<sup>3</sup>, direct ou d'opportunité, est comparé à son gain espéré, le chercheur comprend que l'énigme empirique du comportement électoral n'est pas d'expliquer pourquoi les individus votent peu mais au contraire, pourquoi autant d'électeurs se mobilisent. En effet, pour individu le bénéfice du vote est faible et conditionné par trois facteurs :

- son désir de voir un candidat triompher,
- jouer un rôle décisif dans l'élection i.e. apparaître comme l'électeur pivot,
- assurer la continuité du régime démocratique.

La faiblesse de la probabilité associée au second élément – probabilité qui décroît avec le nombre d'électeurs – joue ici un rôle déterminant : Pourquoi voter en sachant qu'une voix n'a jamais fait la différence ? Théoriquement, l'électeur rationnel et égoïste n'a que peu de motivations de se rendre dans un bureau de vote : la probabilité que son vote soit décisif est infime. Il n'a donc, *a priori*, pas de raison rationnelle de se déplacer. Pour expliquer cette « sur-participation », plusieurs justifications ont été avancées : forte aversion pour le risque de ne pas voir « son » candidat élu, goût pour la participation, électeur éthique... L'accent doit être mis sur l'avantage inhérent à l'acte électoral qu'est la préservation du système démocratique. Ainsi, tout en supposant un comportement rationnel, la prise en compte de différences de préférences et de caractéristiques des électeurs, explique, selon DOWNS, que :

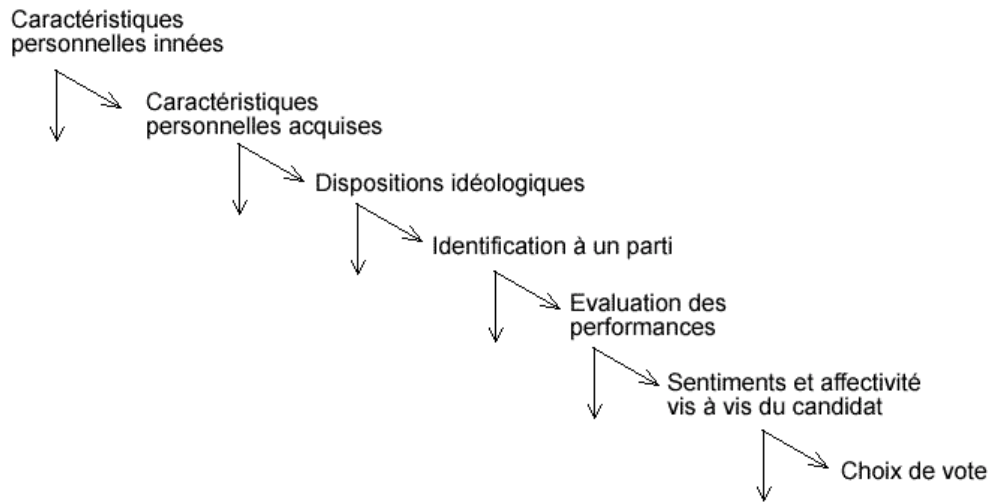
- certains individus s'abstiennent toujours, d'autres parfois et d'autres jamais,
- le pourcentage d'abstentionnistes varie d'une élection à l'autre,
- nombre d'électeurs se rendent aux urnes sans être bien informés. Seul une faible part des électeurs informés ne vote pas.

Avant de revenir sur ce dernier point plus longuement, nous devons préciser qu'il serait présomptueux de supposer que ce cadre d'analyse explique l'intégralité des processus comportementaux et décisionnels qui accompagnent le choix électoral d'un individu. Pour illustrer la richesse et la complexité de la prise de décision électorale, nous présentons

---

<sup>3</sup> Frais de déplacement, perte de temps, collecte d'information

schématiquement le modèle de vote de SHANKS-MILLER dans la figure 1. Elle illustre la chaîne causale – et la diversité de ses composants – sous-jacente au processus de vote.



**Figure 1 Modèle de vote de SHANKS-MILLER**

Notre objet étant centré sur l'analyse d'un comportement rationnel<sup>4</sup> de vote, nous retiendrons deux facettes essentielles de ce modèle : le jugement des électeurs sur la politique publique qui devrait être mise en place, et leurs évaluations de l'action et des compétences des candidats. La prise en compte de ce double aspect, essentielle, permet de comprendre l'importance de l'information pour les électeurs. Elle leur est nécessaire non seulement pour déchiffrer la situation présente, pour estimer l'orientation souhaitable des politiques publiques, mais aussi pour juger les performances des candidats. Ce dernier aspect est d'ailleurs au cœur de la théorie du vote rétrospectif de KEY (1966). Dépourvu de moyens de contrôle sur son représentant après l'élection, l'électeur adopte une stratégie de vote sanction. En effet, dans ce cadre, l'électeur ne prête aucune importance aux déclarations d'intention des candidats puisque ces derniers, le plus souvent, ne tiendront pas leurs engagements. Son choix n'est pas de voter pour un candidat préféré aux autres, mais simplement de reconduire, ou non, l'équipe en place dont il a pu juger les actions durant le mandat précédent l'élection. En nous appuyant sur cette logique, nous centrons ainsi notre analyse empirique sur les chances de réélection du maire ou de son parti.

Nous allons à présent détailler les conséquences de l'information sur le processus politique tant du point de vue des élus que des électeurs.

## **1.2. Le rôle politique de l'information**

DEMEESTERE (1980) remarque que l'action des élus, sous-tendue par une logique politique, est « *marquée par un souci de réaliser des opérations visibles en tenant compte de l'opinion publique et des groupes de pression* ». Selon cette conception, les élus agissent et communiquent sur les motivations et les réalisations de leurs actions afin de « valoriser » politiquement ces

<sup>4</sup> Nous ne nions pas l'existence d'éléments idéologiques, sociologiques, culturels, familiaux et psychologiques dans les comportements électoraux. Cependant, nous considérons qu'ils n'ont pas de pouvoir explicatif direct sur la relation information - comportement électoral dans le contexte précis des collectivités locales.

dernières. Dans ce sens, la communication politique est alors analysée comme un simple outil « marketing » utilisé dans la concurrence entre candidats. Au contraire, cette forme de communication peut aussi être envisagée selon une approche plus consensuelle qui considère les pratiques informationnelles comme garante de la confiance au sein de la gouvernance locale. Néanmoins, cette dernière approche connaît aussi des insuffisances. Si les élus jouaient la carte de la transparence absolue, ils perdraient en effet leurs avantages informationnels et les rentes qui en découlent. De plus, les élus locaux ne peuvent laisser entièrement aux autres participants de la vie sociale (médias, groupes d'intérêts, etc.) la production et la distribution de l'information. Pour contrôler qualitativement et quantitativement cette dernière, ils doivent donc prendre en charge sa création et sa diffusion à destination des électeurs et des autres partenaires de la collectivité locale. Ils en seront d'autant plus incités que le coût de telles pratiques pour l'équipe élue est supporté par l'entité publique.

En suivant l'intuition théorique de FERREJOHN (1990), un autre rôle, plus subtil, peut être affecté à la diffusion de l'information par les élus. En effet, en adoptant une politique de transparence, les hommes politiques peuvent jouer sur les dissensions qui existent au sein de l'électorat et des différents lobbies. En information parfaite, il est possible pour un agent confronté à plusieurs principaux aux objectifs distincts et opposés – ce qui est le cas lors de la mise en place de politique redistributive – de bénéficier de l'intégralité de la rente qu'il est sensé répartir entre ses commanditaires.

Si l'électeur rationnel fait des choix en fonction des informations dont il dispose, il faut concevoir que le choix même de s'informer est le fruit d'un arbitrage économique. Comme l'atteste de nombreux travaux (SNIDERMAN, GLASER et GRIFFIN ; 1990), les citoyens les mieux informés votent et agissent différemment comparés à ceux qui le sont moins. Mais le désir d'être informé pour ce type d'électeur se heurte à plusieurs contraintes et connaît des limites. Obtenir et assimiler l'information possède un coût : temps, recherches, etc. Parfois, elle demande même des compétences spécifiques pour être comprise<sup>5</sup> De plus, les capacités d'analyse et de traitement de l'information sont limitées et hétérogènes. Puisque l'acquisition d'information est coûteuse, les électeurs rationnels choisiront généralement de ne pas être complètement informés. En effet, leur demande d'information provient de la confrontation du gain attendu de l'information et de son coût. Ainsi, quelle est la valeur de l'information pour un électeur ? Nous avons remarqué précédemment que l'information lui est nécessaire pour parfaire son jugement sur la situation présente et surtout sur l'évaluation des candidats. L'information restreint le risque de faire un mauvais choix électoral. Cependant, cette valeur est limitée par l'influence réelle du vote sur le résultat des élections. Si son vote n'est pas décisif, se tromper de candidat n'entraîne alors pas de regret. De plus, l'électeur rationnel peut se comporter comme un « passager clandestin ». Il peut espérer qu'un autre citoyen aux préférences politiques similaires se procure l'information et lui fournisse directement ou indirectement cette information sans coût. La demande d'information est donc faible puisque, *in fine*, l'information est un bien public et n'a qu'une faible valeur pour un électeur. Les électeurs optent pour un comportement d'ignorance rationnelle (DOWNS, 1957).

---

<sup>5</sup> Signalons qu'un déficit de connaissances et un déficit d'informations politiques ne sont pas des notions équivalentes. Transmettre des informations à un individu n'ayant pas les connaissances nécessaires pour les assimiler n'aura pas d'effet positif sur la qualité de sa prise de décision.



Les composantes de l'information demandée par les citoyens sont variées (cf. figure 1). Les électeurs associent et combinent à travers des schémas cognitifs personnels des éléments de sources et de valeurs différents. Leurs décisions de vote s'appuient sur une mosaïque, un puzzle d'informations (LEDYARD, 1984). Les analyses traditionnelles au niveau national montrent que les principales variables macroéconomiques affectant la popularité des politiciens sont l'inflation et le chômage. Mais, un conseil municipal n'a pas d'influence sur la première et peu sur la seconde. Les variables observables et observées à cette échelle sont la fiscalité locale, la qualité et l'intensité des services publics, l'état des comptes publics et les politiques de redistribution directe et indirecte. Ainsi, STIGLER (1973) a illustré le fait que différentes variables affectent les électeurs suivant le type d'élection.

Une partie de ces informations est accessible sans coût pour les citoyens. Elle est assimilée par les agents au cours de leur activité quotidienne. Suivant leurs occupations, ils peuvent mesurer directement la qualité et la quantité de services publics offerts, le dynamisme de l'économie locale, la pression fiscale, etc. Cependant, cette information politique est distribuée et assimilée de façon très hétérogène entre les individus. L'apprentissage politique se caractérise par des mécanismes heuristiques, une attention sélective, et reste victime de nombreux biais cognitifs. Les citoyens se réfèrent souvent à des éléments simplificateurs (partis, idéologies), parfois hérités de l'environnement social, l'opinion politique n'évoluant que lentement en réaction à l'arrivée de nouveaux flux informationnels.

Au delà de sa difficulté d'obtention et de compréhension, la plupart des citoyens doute de la crédibilité, et donc de la valeur de l'information politique. En reprenant les approches de Mc GUIRE (1968) et WYER (1974), nous pouvons exprimer, de manière synthétique, la probabilité d'être influencée par une information de la manière suivante :

$$P_I = P_R (1 - P_{CA}) \quad (1)$$

avec

$P_I$	=	probabilité d'être influencé
$P_R$	=	probabilité de recevoir l'information
$P_{CA}$	=	probabilité de mettre en doute l'information

Les électeurs rationnels ont donc, *a priori*, peu de raison d'obtenir de l'information publique<sup>6</sup>. Toutefois, DOWNS (1957) remarque que cette situation d'incertitude et d'ignorance rationnelle peut aussi avoir pour conséquence l'intervention d'un expert à qui les électeurs transfèrent l'acquisition, l'analyse et l'évaluation des informations publiques. Ces intermédiaires peuvent être des médias, des syndicats ou bien lobbies qui traitent et diffusent l'information de manière subjective de manière à défendre leurs intérêts et leurs points de vue. Ces intermédiaires peuvent aussi être des auditeurs externes qui remplissent des fonctions de surveillance et de justification de l'action municipale en étant engagé de façon contractuelle par les élus. Concernant ces derniers, la double fonction de *monitoring* et de *signalling* au sens de JENSEN et MECKLING (1976) apparaît en effet être recherchée à la fois par les électeurs et par les élus. De par son intervention, l'auditeur améliore la qualité et la quantité d'information à la disposition des électeurs. Supposée indépendante, l'information qu'il génère est jugée comme objective. La probabilité de retenir cette information et d'être influencé par elle est donc élevée (cf. équation 1). De plus, l'auditeur transforme une information dense et complexe en une

---

<sup>6</sup> Notons qu'ils sont cependant réceptifs à tout flux d'informations qu'ils peuvent capter à un coût nul. Ces informations peuvent en particulier être communiquées par l'équipe municipale.

information simplifiée et intelligible par un nombre plus important d'électeurs, cette source pouvant d'ailleurs être reprise dans les médias ce qui lui assure une large diffusion<sup>7</sup>.

Ce traitement de la relation entre information et processus électoral omettrait un point essentiel si nous n'analysions pas le lien entre l'information dont dispose les agents et leur choix de participation aux élections. En effet, dès la présentation du modèle de Downs, nous avons souligné que plus un citoyen est informé et moins il tend à s'abstenir. L'idée sous-jacente est simple : l'acquisition de l'information constitue le principal coût du processus politique. Une fois qu'elle est possédée, voter est un acte quasi-gratuit. Rappelons que détenir l'information signifie aussi que l'électeur est en mesure de réduire le risque de commettre une erreur électorale en votant pour le « mauvais » candidat.

Traditionnellement, les modèles de participations aux élections sont basés sur la théorie de la décision (RIKER et ORDESHOOK 1968, MATSUSAKA 1995) et ont pour objectif d'expliquer le niveau d'abstention à travers le coût de participation. Pourtant, cette approche se heurte à une difficulté empirique de premier ordre. Depuis la seconde guerre mondiale, le niveau d'éducation des populations s'est élevé. Or, le coût du vote, essentiellement dû à l'obtention et au traitement de l'information, est décroissant avec l'éducation. Dans ce cas, le niveau de participation aurait du connaître une forte tendance à la hausse, ce qui n'est le cas d'aucune des démocraties occidentales. Comment expliquer alors cette divergence entre comportement microéconomique et observations macroéconomiques dans un modèle de décision ? Pour résoudre ce dilemme, il faut enrichir le cadre d'analyse, et faire appel à la théorie des jeux : le vote est certes une décision mais surtout, une décision stratégique. Dans cette logique où le niveau d'abstention est lié à l'environnement informationnel, FEDDERSEN et PESENDORFER (1996), dans un modèle d'élection à deux candidats, sans coût de vote et avec une asymétrie d'information entre électeurs<sup>8</sup>, aboutissent aux résultats suivants :

- Les électeurs sans information peuvent avoir une préférence stricte pour l'abstention même s'ils ne sont pas indifférents entre les distinctes alternatives politiques,
- Même en présence d'abstention stratégique, les élections satisfont le principe « *d'équivalence d'information parfaite* » : l'alternative victorieuse est celle qui aurait gagné si tous les électeurs étaient parfaitement informés et avaient voté pour révéler leurs préférences.

Pour comprendre les mécanismes à l'œuvre, il suffit de considérer qu'un individu non informé n'ait pas envie de voter car il sait que le reste de l'électorat potentiel se divise en deux catégories : la première fait référence aux électeurs qui sont ignorants comme lui et qui se comporteront de la même manière que lui, la seconde à ceux qui sont informés, qui voteront et prendront la « bonne » décision. FEDDERSEN et PESENDORFER enrichissent leur approche en 1998 en intégrant des préférences variées parmi l'électorat, ainsi qu'une corrélation potentielle entre préférences et dotations informationnelles. Dans le cas où deux types d'individus sont considérés, ceux parfaitement informés et ceux qui ne le sont pas du tout, il apparaît que les premiers votent toujours et les seconds jamais. Ainsi, la hausse de la proportion d'informés augmente la part des votants, par un effet direct, mais modifie aussi, de manière

---

<sup>7</sup> Pour une discussion plus ample sur les rôles, notamment politique, de l'audit externe dans un contexte public local, nous renvoyons le lecteur à CARASSUS (2002) et à CARASSUS et LABORDE (2002).

<sup>8</sup> La capacité des individus à comprendre les signaux reçus dépend de leurs compétences et de leur expertise.

indirecte, le choix des non-informés qui décident de ne plus voter. Le paradoxe précédemment abordé s'explique : en donnant de l'information à une partie de l'électorat, nous pouvons obtenir une hausse de l'abstention au niveau global. L'apparition de ce phénomène dépend de la taille relative des deux catégories d'électeurs. En particulier, lorsque le groupe des électeurs informés est restreint, le taux de participation décroît forcément. Les auteurs affinent leur analyse en autorisant la présence d'une information potentiellement parasitée, i.e. le signal reçu par les électeurs n'étant pas parfait<sup>9</sup> :

- 1) L'abstention des électeurs informés est toujours plus faible que celle des électeurs non-informés.
- 2) L'accroissement de la fraction d'électeurs informés entraîne toujours une hausse de l'abstention chez les informés et chez les non-informés.
- 3) La hausse de l'abstention est plus importante chez les non informés que chez les informés.
- 4) Le résultat du vote est biaisé en faveur de la partie victorieuse : lorsque la droite gagne, l'abstention est plus importante à gauche
- 5) Une distribution biaisée de l'information peut résulter dans un électorat systématiquement non représentatif

L'introduction de bruit dans les signaux réduit la fraction de non informés qui s'abstiennent mais crée deux nouvelles catégories d'électeurs : ceux qui sont informés et qui s'abstiennent, et ceux qui sont informés et qui votent indépendamment du signal qu'ils ont reçus.

Les deux derniers résultats cette étude examinent les conséquences de l'abstention sur le résultat du vote. Plus précisément, les auteurs analysent les différences entre les résultats présents et ceux nés d'une situation où l'abstention serait prohibée. Il apparaît que les mécanismes étudiés vérifient l'équivalence d'information parfaite et donc, que le résultat des élections n'est pas altéré par le comportement abstentionniste. Ces résultats diffèrent légèrement de ceux de la littérature empirique se focalisant sur la corrélation entre résultats du vote et degré de participation synthétisée par LIJPHART en 1997. Certaines de ces études indiquent qu'une participation totale ne changerait pas les résultats du vote (TEIXEIRA, 1992), alors que d'autres indiquent que le soutien aux partis de gauche augmenterait. Notons que ce résultat repose sur l'hypothèse que le comportement de vote reste le même lorsque l'abstention varie. Cette approche est possible dans le cas d'un modèle de décision simple, mais pas dans celui d'une décision stratégique de vote.

Un autre élément de réflexion intéressant est proposé par GHIRARDATO et KATZ (2001). Les électeurs y étudient l'aversion pour l'ambiguïté des électeurs – concernant ici la position politique des candidats – qui explique l'abstention à travers le fait de réaliser une erreur plus faible que de voter pour le mauvais candidat. Leur démarche s'appuie sur un double constat empirique lors de journées d'élections aux Etats-Unis : les électeurs s'abstiennent même quand le vote est dénué de coût, et l'abstention présente des traits caractéristiques puisqu'elle est d'autant plus importante que les enjeux sont faibles ou que la publicité les entourant a été restreinte. Ce comportement est dénommé par les auteurs « *abstention sélective* ». Il apparaît que les électeurs votent plus souvent dans les cas où une abondante information publique est disponible, où l'électorat mobilisé est important et où conséquemment la probabilité d'avoir un

---

<sup>9</sup> L'information a « un bruit »

vote pivot est faible. Ce résultat apparaît comme opposé au cadre d'analyse de DOWNS précédemment décrit. En considérant des électeurs dotés d'une rationalité instrumentale, i.e. uniquement intéressé par la politique qui sera mise en place, un comportement Bayésien semble inadapté pour expliquer ce phénomène. La principale contribution de cet article est de généraliser le modèle Bayésien en permettant aux électeurs de présenter une aversion pour l'ambiguïté. Cette dernière est la tendance par les agents à sous-évaluer les options dont la structure stochastique leur est imparfaitement connue. Sous ce paradigme, les électeurs préfèrent strictement s'abstenir aux élections dont les conséquences politiques leur semblent le plus ambiguës. Or, en adoptant une attitude positive face à ce résultat, nous devons noter que donner de l'information aux agents n'est pas une condition suffisante pour réduire leur ambiguïté.

Au-delà des effets théoriques précédemment envisagés, il est aussi possible qu'un maire puisse décourager ses opposants politiques en adoptant une politique de communication transparente, cette dernière devenant alors un outil de « *signalling* » efficace, gage de bonne gouvernance. De plus, cette démarche en renforçant le dynamisme de la démocratie locale peut, paradoxalement, faire diminuer le degré de participation puisque les électeurs qui votent pour des raisons éthiques voient le spectre d'un régime oligarchique s'éloigner.

Au total, ce survol de la littérature met en évidence la complexité du processus de vote étudié, les réponses théoriques aux comportements électoraux actuels étant nombreuses et confuses. Toutefois, ce cadre théorique nous incite à vérifier plusieurs éléments dans la suite de cette étude qui se veut empirique :

- L'intensité et la qualité des pratiques informationnelles mises en place par une commune affectent-elles le niveau de participation des électeurs ?
- Ces pratiques biaisent-elles les chances de reconduction de l'équipe sortante ?

## 2. Etudes empiriques antérieures

Notre étude s'inspire et s'appuie sur différents travaux antérieurs. Partant du constat de la théorie économique sur le comportement des électeurs vis à vis de l'information lors des élections, INGRAM et COPELAND (1981) entament une première exploration de cette relation en centrant leur analyse sur l'information comptable. Leur échantillon, composé de 113 villes américaines dont la population était supérieure à 25 000 habitants en 1977, leur permet d'étudier l'influence de différents ratios comptables sur les résultats des élections municipales. Il apparaît que les données comptables des municipalités fournissent des informations utiles à la compréhension du comportement des électeurs, puisque celles-ci reflètent les effets des décisions des politiques municipales conformes à leurs désirs. Ainsi, les données comptables en conjonction avec des variables socio-démographiques proposent une explication au résultat des élections.

Plus d'une décennie après, FERROZ et WILSON (1994) prolongent cette analyse. Leur objectif est le même : étudier le lien entre le résultat des élections et les données comptables locales. Les auteurs font quatre hypothèses :

1. La relation entre données comptables et résultat des élections est d'autant plus forte que la compétition politique est importante.
2. Les électeurs se fondent sur des informations fournies par des intermédiaires car ils ont peu de motivation pour rassembler et analyser ces informations.

3. Le rôle des intermédiaires est plus important (en termes quantitatifs) lorsque la compétition politique est forte.
4. Plus les intermédiaires fournissent d'informations et plus grande est la probabilité de voir les électeurs en tenir compte lors du vote.

A partir d'un échantillon plus large et plus récent, ces auteurs généralisent les résultats d'INGRAM et COPELAND (1981) tout en soulignant l'importance de la compétition politique sur l'importance des données financières. Ils identifient deux variables essentielles aux yeux des électeurs : le niveau de la dette publique locale et le niveau des services publics (santé et services sociaux).

Ces études réalisées dans un contexte d'étude américain sont poursuivies par LECLERC (1995) dans le cadre français qui propose une première analyse de cette question. Deux objectifs sont privilégiés par cette recherche : comprendre et expliquer le comportement des villes en matière d'information financière, et évaluer l'influence de ces pratiques sur la démocratie locale. Pour cela, l'auteur analyse tout d'abord empiriquement les réponses des villes de plus de 10 000 habitants à un questionnaire construit autour de l'information financière et des outils de gestion des villes. L'auteur met tout d'abord en évidence que la politisation et la richesse fiscale sont des déterminants de la politique en matière d'information financière. Pour répondre à son second objectif de recherche, l'auteur tente ensuite de mesurer les effets de cette politique à travers deux effets : l'incidence sur la réélection et sur la qualité de la gestion de la ville. Les résultats suggèrent que la politique en matière d'information financière possède un effet sur la réélection puisque les villes communicantes réélisent plus facilement leur maire. Par contre, la relation entre qualité de la gestion et politique en matière d'information financière n'est pas mise en évidence. Cette dernière ne jouerait donc pas de rôle de signal<sup>10</sup>

Comme nous l'avons déjà signalé, la question de l'abstention joue un rôle crucial dans le choix électoral. Néanmoins, cette question n'a été que peu traitée dans le cas des élections locales et surtout lorsqu'il s'agit d'examiner l'impact des variables économiques et informationnelles sur son niveau. Citons, cependant, les travaux de HOFFMAN-MARTINOT (1992) et HOFFMAN-MARTINOT, RALLINGS et THRASHER (1996) qui proposent un modèle explicatif de la participation aux élections municipales françaises et anglaises en considérant différentes variables socio-démographiques<sup>11</sup>. Les résultats de cette seconde étude empirique montre notamment que l'abstention croît avec la taille du complexe urbain. Les nombreux autres résultats de ces deux études ne sont pas exploités dans notre partie empirique car ils correspondent à des mécanismes sociologiques différents de ceux décrits dans notre partie théorique.

---

<sup>10</sup> LECLERC (1998) propose une étude centrée sur les pratiques d'audit externe de début de mandat et fait apparaître qu'elles sont, tant dans leur ampleur que dans leur qualité, hétérogènes et souvent mal préparés. L'élément le plus troublant est le manque de transparence de diffusion de l'information générée. Les municipalités procèdent en effet à une diffusion sélective des informations. Ces deux problèmes remettent en cause la fiabilité et de la qualité de l'information fournie par la commune. Ainsi, les influences de l'audit externe sur le processus électoral, soulignées dans la section précédente qui faisaient apparaître l'audit de début de mandat comme un outil efficace et désirée de gouvernance locale, sont malmenées dans la pratique.

<sup>11</sup> L'article d'HOFFMAN-MARTINOT (1992) présente les résultats du modèle pour les élections municipales de 1983. L'article de HOFFMAN-MARTINOT, RALLINGS et THRASHER (1996) s'inscrit dans le même cadre analytique et propose une comparaison entre le cas français (élections de 1983) et anglais (élections de 1990).

### 3. Données et méthode de l'étude empirique

Notre objectif n'étant pas de développer un modèle exhaustif des choix de vote, mais de tester l'influence des pratiques informationnelles (relevant de la forme) et des réalisations locales (relevant du fond de la démocratie locale) sur les résultats des élections municipales, nous éprouvons dans la suite de cette étude empirique les différentes relations suivantes :

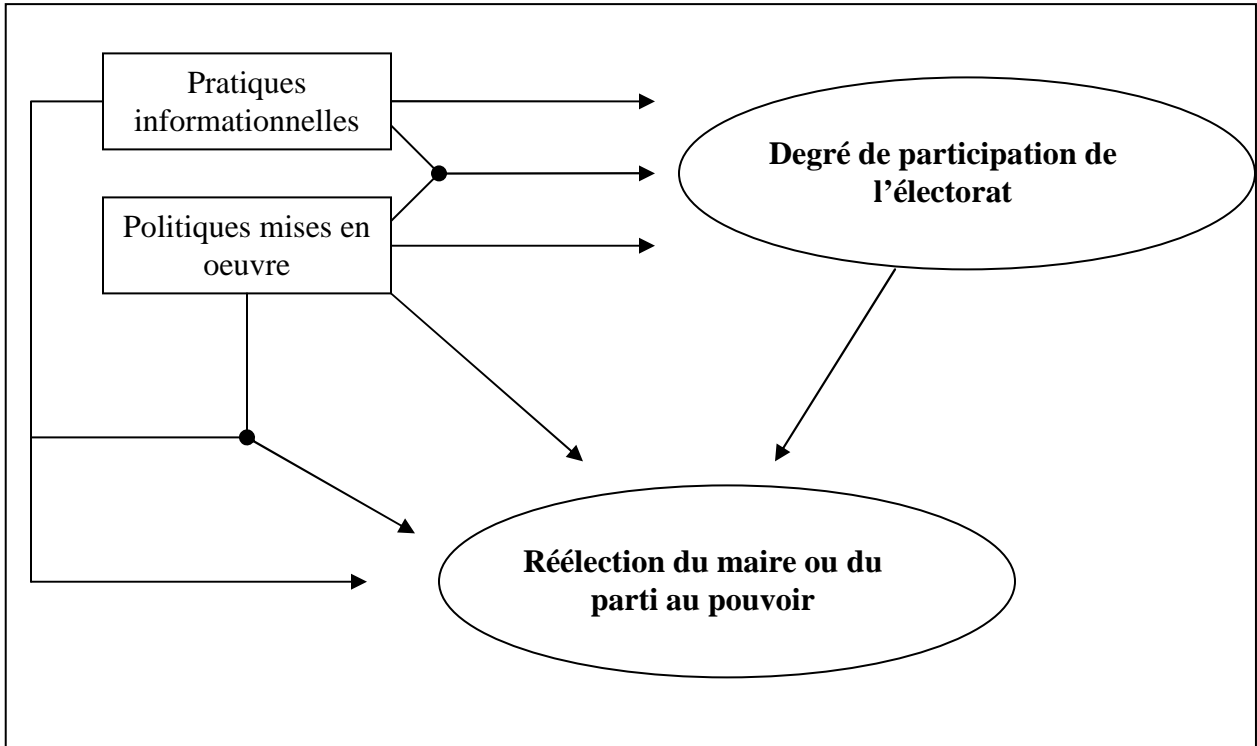


Figure 2 Relations causales envisagées

Notre étude analyse l'influence des facteurs informationnels et les réalisations sous-jacentes sur le résultat des élections municipales de mars 2001. Les variables explicatives sont mesurées et décrites grâce à l'admission, au cours du premier semestre 2000, d'un questionnaire concernant les pratiques de communication et d'audit externe des 438 villes de plus de 20 000 habitants (données INSEE de 1999). Les données relatives aux variables dépendantes sont, elles, obtenues suite aux élections municipales de mars 2001 en fonction de la reconduction des élus locaux et de la continuité politique des partis au pouvoir.

#### 3.1. Echantillon

Les réponses au questionnaire, au nombre de 141, représentent près d'un tiers de la population totale des villes de plus de 20 000 habitants. Le taux important de réponses compte tenu du volume du questionnaire et de sa difficulté peut être justifié par l'intérêt de ce thème pour les villes mais aussi par la participation à l'envoi de l'Association des Maires de France et du Syndicat National des Secrétaires Généraux et Directeurs Généraux des Collectivités territoriales. Les réponses à ce questionnaire se répartissent, en fonction de la strate de population, de la façon suivante :

**Tableau 1 Répartition des répondants et de la population par strate**

Strate INSEE	Nombre de répondants	Pourcentage valide	Population	Pourcentage valide	Part de répondants / population
<b>20 à 50 000 habitants</b>	92	65,25%	319	72,83%	28,84%
<b>50 à 100 000 habitants</b>	30	21,28%	82	18,72%	36,59%
<b>100 à 300 000 habitants</b>	16	11,35%	32	7,31%	50,00%
<b>Plus de 300 000 habitants</b>	3	2,13%	5	1,14%	60,00%
<b>TOTAL</b>	141	100,00%	438	100,00%	32,19%

La répartition des répondants par rapport aux strates de l'INSEE est quasiment identique à celle de la population totale. Il apparaît, néanmoins, que plus la ville appartient à une strate importante de population, plus son pourcentage de réponse est fort. Ce constat peut être expliqué par l'intérêt de ce sujet de recherche et/ou par une capacité de réponse plus importante pour les grandes villes.

### **3.2. Analyses descriptives**

Les réponses au questionnaire ainsi que les statistiques nationales à l'issue des élections municipales de mars 2001 nous permettent de mesurer et de décrire les variables explicatives et dépendantes utilisées par notre étude empirique.

#### **3.2.1. Variables dépendantes**

Le processus électoral est précédemment décrit comme la succession de deux étapes : la participation au vote et le vote lui-même. Concernant la première de ces deux variables dépendantes, nous utilisons la valeur du taux d'abstention donnée par les statistiques de l'INSEE. Ce choix est discutable puisque ce taux est calculé par rapport au nombre d'inscrits, et ne reflète donc qu'imparfaitement le choix de non-participation des citoyens. Une mesure alternative est le nombre de votants divisé par la population de la circonscription âgé de plus de 18 ans. La disponibilité des données et nos choix méthodologiques nous ont cependant conduit à conserver l'indicateur traditionnel.

**Tableau 2 Tableau 2 Descriptif statistique de l'abstention**

Taille de l'échantillon	Moyenne	Ecart-type	Médiane	Min	Max	Kurtosis
137	41.47%	5.98	41.27%	25.62%	55.87%	-0.23

Concernant la seconde des variables dépendantes à notre modèle, nous avons décidé d'examiner deux indicateurs distincts de la réélection : la reconduction du maire et la continuité politique. Au contraire, BABER (1983) réduit le niveau de compétition politique à la fréquence des alternances entre les partis au gouvernement d'Etat. L'index de RANNEY y représente la prédominance des partis dans les fonctions de gouverneur. Or, cette mesure de la compétition politique semble adaptée au seul contexte national où les conflits entre les partis peuvent être importants. Au niveau local par contre, il semble important de considérer autant les responsables

politiques que les partis. Dans notre étude, nous choisissons ainsi de mesurer la réélection à travers deux dimensions, le parti et l'individu. En définitive, les variables dépendantes s'appuient à la fois sur la mesure de la continuité politique, en terme de parti, mais aussi sur la mesure de l'alternance des élus locaux dans le cas où ces derniers se sont représentés aux élections municipales.

**Tableau 3 Reconstitution du maire aux élections municipales de mars 2001**

		<b>Effectifs</b>	<b>Fréquence</b>
<b>Valide</b>	<b>Non</b>	48	34,0
	<b>Oui</b>	90	63,8
	<b>Total</b>	138	97,9
<b>Manquante</b>		3	2,1
<b>Total</b>		141	100,0

**Tableau 4 Représentation du maire aux élections de 2001**

		<b>Effectifs</b>	<b>Fréquence</b>
<b>Valide</b>	<b>Non</b>	22	15,6
	<b>Oui</b>	116	82,3
	<b>Total</b>	138	97,9
<b>Manquante</b>		3	2,1
<b>Total</b>		141	100,0

Parmi les répondants, moins des deux tiers des maires ont été réélus lors des élections municipales de 2001 alors que la quasi-totalité d'entre eux (soit 82,3 %) s'était représentée. L'alternance des hommes politiques est donc devenue une variable clé du contexte local, alors qu'auparavant une gestion clientéliste des fonds publics pouvait contribuer au maintien en place des élus locaux. Toutefois, il faut constater, comparé aux élections municipales de 1995, que le taux de reconduction des maires est plus fort (56,8 % en 1995), mettant en évidence une stabilité politique plus importante.

**Tableau 5 Continuité politique aux élections municipales de mars 2001**

		<b>Effectifs</b>	<b>Fréquence</b>
<b>Valide</b>	<b>Non</b>	24	17,0
	<b>Oui</b>	114	80,9
	<b>Total</b>	138	97,9
<b>Manquante</b>		3	2,1
<b>Total</b>		141	100,0

Cette relative stabilisation du contexte politique local ressort aussi des statistiques descriptives du taux de continuité politique (80,9 %). Ces résultats justifient la prise en compte de l'alternance des hommes politiques de façon complémentaire à celle des partis. Cela signifie que, dans certains cas, les hommes changent alors que les partis restent. Ce cas de figure peut être expliqué de deux façons : soit l' élu en place ne s'est pas représenté aux élections de 2001 et a laissé la place à un prétendant du même parti, soit l' élu en place s'est représenté et l'élection municipale a été remportée par un membre du même parti politique.

L'échantillon d'analyse varie donc en fonction du type de variable dépendante. Concernant la reconduction du maire, 22 maires ne s'étant pas représentés, les tests statistiques s'appliquent alors à 119 observations. Concernant la continuité politique, les 141 villes répondantes constituent l'échantillon total, le parti constituant l'objet des analyses.



### 3.2.2. Variables indépendantes

Les variables indépendantes retenues se décomposent en deux catégories : pratiques informationnelles et variables de réalisations politiques. Au cours de cette étude, des variables auxiliaires correspondant à la combinaison des mesures informationnelles et des éléments de réalisation seront créés et testés.

Les indicateurs retenus pour mesurer les pratiques d'information, volontaires et légales, sont relatifs au niveau de développement et de diversification de l'information locale de gestion. Le premier des indicateurs représente le *nombre de formes d'information des administrés*. Les résultats concernant cet indicateur, synthétisés dans le tableau 5, montrent que 40 % des villes répondantes utilisent au moins quatre formes différentes d'information. Ce nombre apparaît relativement faible dans la mesure où certaines de ces formes d'informations sont légalement imposées.

**Tableau 6 Nombre de formes d'information des administrés**

		Effectifs	Fréquence
Valide	De 0 à 2	35	24,8
	Trois	49	34,8
	De 4 à 6	56	39,7
	Total	140	99,3
Manquante		1	0,7
Total		141	100,0

Examinons à présent les médias informationnels utilisés. La répartition des réponses entre les différentes formes d'information, présentée dans le tableau 6, indique que le bulletin municipal est le mode d'information le plus utilisé. Paradoxalement, la seule forme légale d'information des administrés, à savoir la consultation en mairie des documents financiers et budgétaires, n'est mise en place que dans 72 % des cas. Il faut remarquer que la diffusion de plaquettes synthétiques devient un mode d'information en plein développement puisque près d'une ville sur deux l'utilise.

**Tableau 7 Les différentes formes d'information des administrés**

Formes de l'information des administrés en 1999	Effectifs	Non-répondants	% valide
<b>Bulletin municipal</b>	136	2	97,84%
<b>Consultation en mairie</b>	98	5	72,06%
<b>Présentation orale</b>	78	9	59,09%
<b>Communiqué de presse</b>	73	12	56,59%
<b>Plaquette synthétique</b>	62	9	46,97%
<b>Autres</b>	8	133	

Il est aussi intéressant de mesurer le degré de diversification de l'information diffusée. Ainsi, le nombre de domaines de communication, utilisant une des formes de communication externe précédente, est mesuré par un second indicateur. A la lecture du tableau ci-dessous, il apparaît que la communication des villes répondantes est assez variée dans la mesure où plus de deux tiers abordent au moins six domaines ou thèmes différents.

**Tableau 8 Nombre de domaines de la communication locale**

		Effectif	Fréquence	Fréquence cumulée

<b>Valide</b>	<b>De 0 à 5</b>	47	33,3	33,6
	<b>Six</b>	32	22,7	56,4
	<b>Sept</b>	23	16,3	72,9
	<b>8 ou 9</b>	38	27,0	100,0
	<b>Total</b>	140	99,3	
<b>Manquante</b>		1	0,7	
<b>Total</b>		141	100,0	

Les réponses à la question concernant les différents domaines de la communication locale (OEC, 1994) indiquent que le message du maire, la présentation de l'activité de la collectivité et la présentation d'informations prévisionnelles constituent les thèmes les plus abordés. Ici aussi, il est étonnant que les états financiers prévus par la loi et les états financiers synthétiques ne soient communiqués, sous quelque forme que ce soit, respectivement que dans 77 % et dans 50 % des cas. Les difficultés de compréhension et de lisibilité des documents budgétaires originaux sont certainement, pour partie, à l'origine de cette lacune. Les informations consolidées constituent, somme toute, le domaine de communication le moins utilisé, les villes elles-mêmes ne disposant pas de l'information dans la majorité des cas.

**Tableau 9 Différents domaines de la communication locale**

Domaines de la communication	Effectifs	Non-répondants	% valide
<b>Message du maire</b>	132	4	96,35%
<b>Présentation de l'activité de la collectivité</b>	123	7	91,79%
<b>Informations prévisionnelles</b>	118	3	85,51%
<b>Etats financiers prévus par la loi</b>	107	3	77,54%
<b>Informations complémentaires monétaires</b>	96	4	70,07%
<b>Informations clés sur la collectivité</b>	92	5	67,65%
<b>Etats financiers simplifiés et synthétiques</b>	69	3	50,00%
<b>Informations consolidées</b>	50	2	35,97%
<b>Autres</b>	1	140	

L'autre forme de pratique informationnelle retenue est la pratique d'audit externe (dans la quasi-totalité des cas, d'audit de début de mandat). Concernant ces pratiques, sur les 141 répondants, 37 (soit plus du quart de la population répondante) ont engagé au moins un audit externe contractuel entre les élections de 1995 et la fin de l'année 1996 (tableau 10). CARASSUS (2002) montre en outre que ces audits correspondent le plus souvent à des audits dits « financiers » définis par une fonction d'information à la fois interne et externe, et par une fonction de contrôle centré sur la vérification des pratiques locales comparées aux normes comptables, budgétaires, juridiques ou financières. Ce type d'audit est effectué soit par des cabinets d'audit membres de réseaux, soit par des cabinets de consultants. Celui-ci coûte plus cher que les autres types d'audit, ceci pouvant être expliqué en partie par l'intervention d'auditeurs dont la renommée est nationale, voire même internationale. De plus, l'auteur montre que ce type d'audit peut être qualifié de politique, la compétition politique électorale constituant le facteur déterminant le plus influent.

**Tableau 10 Existence d'audit de début de mandat (1995, 1996)**

	Effectifs	Fréquence
<b>Non</b>	104	73,8
<b>Oui</b>	37	26,2
<b>Total</b>	141	100,0

Sur ces 37 audits de début de mandat, 26 possèdent une fonction d'information interne et externe. Les conclusions de ces audits sont destinées à informer à la fois l'équipe municipale, élus et fonctionnaires territoriaux, mais aussi les partenaires locaux externes dont les électeurs. Les analyses empiriques concernant cette variable explicative s'appliqueront donc aux seules villes ayant engagé un audit de début de mandat à fonction d'information interne et externe.

En suivant FEROZ et WILSON, nous représenterons les réalisations politiques par des variables comptables sensées refléter les choix d'investissement, les arbitrages de politiques publiques et la qualité de la gestion financière des mairies. Notons dès à présent que le traitement et l'analyse de ces éléments demandent quelques précautions. A titre d'exemple, une forte dette publique peut représenter soit une mairie ayant une forte politique d'investissement, désirée et nécessaire par la collectivité, soit les conséquences de la gabegie de l'équipe municipale. Afin de limiter les risques d'impair et de déterminer les indicateurs les plus pertinents, ces variables ont été mesurées de différentes façons : en niveau, en valeur par habitant de la commune et en pourcentage du poste budgétaire. Les éléments retenus sont les suivants :

- La dotation globale en fonctionnement
- La capacité d'autofinancement
- Les impôts locaux
- Les différentes recettes fiscales
- Les subventions reçues
- Les charges de personnel
- Les dépenses d'équipements
- Les contingents
- Les achats et charges externes
- Les emprunts et dettes (encours, charges financières, dépenses consacrées au remboursement des emprunts et dettes)

Le tableau 11 récapitule les variables finalement retenues dans notre étude en indiquant son descriptif, son type (binaire, pourcentage etc...) et sa codification.

**Tableau 11 Variables retenues**

Catégorie	Libellé	Type	Code
Résultat élection	Reconduction du maire aux élections de 2001	Binaire (1=oui, 0=non)	RECM2001
Résultat élection	Reconduction du parti aux élections de 2001	Binaire (1=oui, 0=non)	CONTPO2001
Abstention	Abstention aux élections de 2001	Pourcentage	ABS2001
Abstention	Niveau d'abstention inférieur à la moyenne (41.47%)	Binaire (1=oui, 0=non)	ABS_INF2001
Pratiques inform.	Existence de plaquette synthétique	Binaire (1=oui, 0=non)	PLAQSUNT
Pratiques inform.	Existence de bulletin municipal	Binaire (1=oui, 0=non)	BULMUN
Pratiques inform.	Existence de présentation orale	Binaire (1=oui, 0=non)	PRESORAL
Pratiques inform.	Existence de communiqué de presse	Binaire (1=oui, 0=non)	COMPRES
Pratiques inform.	Nombre de média informationnels	Nombre	NBINFO
Pratiques inform.	Existence d'audit de début de mandat	Binaire (1=oui, 0=non)	AUDDEB
Comp. Electorale	Nombre de mandat du candidat élu aux élections de 2001	Nombre	NBMAND01
Population	Population totale au recensement INSEE de 1999	Nombre	POPTOT99
Réalisations polit.	Délégation des activités publiques à des satellites	Pourcentage	MODGEST
Réalisations polit.	Dotation globale de fonctionnement	En % des produits	RDG
Réalisations polit.	Capacité d'autofinancement	En % des produits	RCA
Réalisations polit.	Charges financières	En % des charges	RCI
Réalisations polit.	Emprunts et dettes assimilés	En % des recettes	REDA
Réalisations polit.	Remboursements d'emprunt et dettes assimilés	En % des dépenses	RRE
Réalisations polit.	Encours de la dette	En % des produits	RED
Réalisations polit.	Achats et charges externes	En % des charges	RACE
Réalisations polit.	Charges de personnel	En % des charges	RCP
Réalisations polit.	Contingents	En % des charges	RC
Réalisations polit.	Dépenses d'équipements	En % des dépenses	RDE
Réalisations polit.	Impôts locaux	En % des produits	RIL
Réalisations polit.	Subventions reçues	En % des recettes	RSR

## 4. Résultats de l'étude empirique

L'estimation des relations présentées dans notre modèle (figure 2) s'appuie sur différentes méthodes économétriques e.g. régressions multivariées traditionnelles et *probit*. En raison du grand nombre de variables intervenant, lors des régressions multivariées, nous avons opté pour une construction des modèles par élimination séquentielle des variables les moins significatives à partir d'un modèle considérant l'intégralité des variables<sup>12</sup>. Néanmoins, afin de garantir la robustesse des résultats, une démarche de construction par ajout « pas à pas » a aussi été menée en complément. Aucun résultat fortement divergent n'a été trouvé.

### 4.1. Approche dichotomique

Afin de clarifier l'existence et le sens des différentes relations envisagées, nous avons procédé dans un premier temps à l'étude séparée des déterminants des comportements abstentionnistes et de la décision de réélection.

<sup>12</sup> Lorsqu'il s'agit d'arbitrer entre des variables représentant la même grandeur économique mais mesurées par différents ratios ou possibilités, des tests bi-variés ont été menés pour éclairer nos choix.

### 4.1.1. Les déterminants de l'abstention

**Tableau 12 Taux d'abstention – ABS2001 – Régression Multivariée**

Variables	Coefficient	Ecart-type	Significativité
RDGF	0.185	0.109	0.09
RC	-0.547	0.211	0.01
POPTOT99	1.59E-5	6.67E-06	0.02
MODGEST	0.072	0.040	0.08
NBINFO	1.080	0.596	0.07
CONSTANTE	33.555	3.418	0.00
R <sup>2</sup> corrigé = 0.1624			DW = 2.03

Notre étude omettant les caractéristiques socio-démographiques des communes, une partie du comportement abstentionniste ne peut être analysée ici, comme l'atteste le niveau du R<sup>2</sup> corrigé (0.1624) présenté dans le tableau 12. Cependant, nous mettons en évidence plusieurs éléments d'importance. Premièrement, la relation traditionnelle croissante entre population et abstention apparaît clairement. Rappelons que sa justification est double : sociologique (sentiment d'anonymat) et rationnelle (probabilité décroissante d'avoir un vote décisif). Le second point notable est la relation positive entre le taux de délégation des activités municipales et le niveau de l'abstention. Moins la municipalité s'implique directement dans le fonctionnement de la ville (soit en tant qu'employeur ou en tant que prestataire de services), moins les citoyens se mobilisent lors des élections. Finalement, l'intensité des pratiques informationnelles limite le comportement participatif des électeurs. Ces derniers n'ont pas besoin de se mobiliser pour assurer la pérennité du système démocratique, la communication de l'information semble assurer la transparence, et est perçue comme une marque de bonne gouvernance. Notons qu'un examen complémentaire (non présenté ici) montre que les deux outils ayant l'impact négatif significativement le plus fort sont la plaquette synthétique, et dans une moindre mesure, le bulletin municipal. De part leur large diffusion et leur contenu, ce résultat confirme l'idée précédemment exposée.

### 4.1.2. La décision de réélection

**Tableau 13 Continuité politique – CONTPO2001 – Modèle Probit**

Variables	Coefficient	Ecart-type	Significativité	Elasticité des chances de réélection à la variable
RIL	0.027	0.015	0.908	0.78
RCI	0.278	0.123	0.023	2.41
RED	-0.028	0.009	0.002	-1.75
ABS2001	0.050	0.025	0.045	1.31
Pseudo-R <sup>2</sup> = 0.1896				

Le tableau 13 donne les résultats finaux du modèle probit multivariés, construit par élimination séquentielle des variables les moins significatives, pour la continuité politique aux élections de 2001. L'estimation d'un changement marginal d'une variable explicative sur les chances de réélection permet de déterminer l'élasticité donnée dans la dernière colonne<sup>13</sup>. Ainsi,

<sup>13</sup> Ces calculs sont réalisés alors que les différentes variables sont fixées à leur valeur moyenne.

**un hausse de 1% de l'abstention accroît les chances de réélection du parti en place de 1.31%.** Nous faisons apparaître un résultat fort et confirmé dans toutes les spécifications des modèles retenus, une abstention élevée favorise le statu-quo politique. Le second résultat notable est l'importance de l'encours de la dette. Nos résultats convergent sur ce point avec ceux d'INGRAM et COPELAND. Cet indicateur semble ici plus refléter la perception d'une dégradation de la gestion financière de la ville que la réalisation d'investissement par la municipalité. De plus, cette information est aussi souvent reprise dans les campagnes électorales comme le signe de l'irresponsabilité de l'équipe en place. Le signe positif associé aux impôts locaux se justifie si l'on conçoit qu'il est corrélé avec l'offre de services publics ou l'effort d'une gestion saine des finances publics. De plus, nous devons noter qu'en pratique la grande majorité des administrés semble présenter une asymétrie cognitive quant à cette variable : s'ils ignorent ou négligent souvent le niveau d'imposition locale lors de leur vote, ils perçoivent avec beaucoup plus de netteté la qualité et l'intensité des services publics de leur ville. Remarquons que les pratiques informationnelles n'apparaissent pas comme des variables explicatives de la réélection. Nous retrouvons donc les résultats de CARASSUS et LABORDE (2002). Les pratiques informationnelles n'ont pas d'effets directs sur la réélection. Nous ne devons pas être surpris par ce résultat, la large diffusion de certaines de ces pratiques informationnelles provoque mécaniquement la non significativité de leur coefficient : si toutes les mairies ont un bulletin municipal et que le maire n'est réélu qu'un fois sur deux, il est évident que ces éléments ne peuvent être corrélés. Plus ces pratiques se généralisent, moins elles deviennent un élément de différenciation des politiques pratiquées et moins elles jouent leur rôle de signal.

**Tableau 14 Reconduction du Maire – RECM2001 – Modèle Probit**

<b>Variables</b>	<b>Coefficient</b>	<b>Ecart-type</b>	<b>Significativité</b>
NBMAND01	2.611	0.531	0.00
RCP	0.113	0.066	0.08
ABS2001	0.101	0.057	0.08
Pseudo-R <sup>2</sup> = 0.7943			

Si nous nous appliquons la même démarche aux chances de réélection d'un maire qui s'est représenté aux élections de 2001, nous obtenons les résultats présentés dans le tableau 14. La haute valeur du R<sup>2</sup>, près de 80 %, ne doit pas nous abuser. Nous capturons ici essentiellement les comportements de fiefs électoraux où l'importance du nombre de mandats déjà effectués est prédominante. La significativité de la part des dépenses en charges de personnel semblent confirmer la présence de comportement électoraliste et de l'emprise du maire sur son administration. De plus, la relation entre abstention et réélection est ici aussi confirmée.

Comme nous l'avons déjà souligné, les élections municipales sont souvent plus marquées par les personnalités des maires que par le jeu traditionnel des partis politiques. Les résultats précédents confirment une différence entre les facteurs expliquant le maintien d'un maire et celui de son parti. Dans ce contexte, il est difficile de percevoir l'incidence des pratiques informationnelles respectivement sur le jugement objectif des électeurs, en matière de politiques menées ou de pratiques de gouvernance, et sur leur évaluation subjective<sup>14</sup> de leur maire. Pour cette raison et afin de neutraliser de tels effets, nous centrerons à présent notre analyse sur l'étude de la continuité politique et non sur l'échantillon restreint de la reconduction du maire.

<sup>14</sup> Nous pourrions même parler de relation affective entre le maire et ses administrés

## 4.2. Estimation simultanée

Afin de procéder à une estimation globale du modèle i.e. analyse simultanée des différentes relations de la figure 2, nous avons opté pour un modèle Probit bivarié récursif. Les deux variables expliquées retenues sont donc binaires (0/1). Celles-ci sont la continuité politique (CONTPO01) et la présence d'un taux d'abstention inférieur à la moyenne de l'échantillon, soit 41.47% (ABS\_INF01). Le tableau 15 présente les résultats du modèle estimé après élimination des variables non-significatives au seuil de 15%.

**Tableau 15 Modèle Probit Bivarié récursif I**

	<b>Coefficient</b>	<b>Ecart-type</b>	<b>Significativité</b>
<b>ABS_INF01</b>			
RCP	0.048	0.023	0.035
RSR	0.021	0.014	0.150
RED	0.010	0.003	0.003
NBINFO	-0.350	0.127	0.006
POPTOT99	-2E-06	1E-06	0.116
<b>CONTPO01</b>			
RCI	0.209	0.074	0.005
RSR	-0.023	0.012	0.058
RED	-0.026	0.006	0.000
NB_MAND01	6.619	0.449	0.000
ABS_INF01	-1.240	0.244	0.000

Les relations précédemment mises en évidence réapparaissent :

1. Plus la population est importante, plus la participation est faible (baisse de la probabilité d'avoir une abstention inférieure à la moyenne).
2. Une mairie qui communique fortement voit la participation électorale diminuer.
3. Une forte influence des fonctionnaires municipaux (poids des charges de personnel) entraîne une participation accrue. En effet, ces derniers sont directement concernés par les orientations futures de leur employeur.
4. Une dette élevée conduit les électeurs à se déplacer et à sanctionner une gestion locale perçue de façon négative.
5. L'abstention favorise la réélection des partis en place.

Il apparaît donc que la politique de communication des mairies peut réduire la participation aux élections sans que cela soit synonyme de défaillance dans la démocratie locale. De plus, en communiquant, les équipes municipales font preuve de transparence et décourage les électeurs méfiants ou souhaitant s'opposer à leur reconduction.

En examinant le détail des pratiques informationnelles, il apparaît que c'est la présentation orale qui a le plus d'impact. De plus, lors de l'étude de variables auxiliaires (Variable informationnelle x Variable de réalisation) un point intéressant apparaît comme l'atteste le tableau 15. La présentation orale des comptes municipaux des mairies permet de réduire l'effet de l'encours de la dette sur les électeurs. Nous remarquons que ce mécanisme modérateur intervient tant sur le comportement abstentionniste que sur la décision électorale des électeurs. Précédemment, nous avons montré que plus l'encours de la dette est élevé, plus la participation est forte et les chances de réélection faibles. La présence d'une communication autour de cette

question réduit la mobilisation des électeurs et leur désir de sanction. Il apparaît donc que la communication permet de justifier les politiques menées et peut ainsi favoriser la réélection.

**Tableau 16 Modèle Probit Bivarié récursif II**

	<b>Coefficient</b>	<b>Ecart-type</b>	<b>Significativité</b>
<b>ABS_INF01</b>			
RCP	0.057	0.026	0.029
RSR	0.022	0.013	0.083
RED	0.016	0.005	0.001
NBINFO	-0.237	0.157	0.131
AUX_RED_PRESORAL	-0.006	0.003	0.066
POPTOT99	-2E-06	1.4E-06	0.150
<b>CONTPO01</b>			
RCI	0.230	0.104	0.027
RSR	-0.028	0.013	0.030
RED	-0.032	0.008	0.000
NB_MAND01	6.311	0.515	0.000
ABS_INF01	-1.275	0.302	0.000
AUX_RED_PRESORAL	0.005	0.004	0.127



## Conclusion

Au cours de cette étude, nous avons tenté de déterminer l'influence des pratiques informationnelles et des politiques locales sur le comportement de vote des électeurs. Les résultats des estimations économétriques montrent que l'impact politique attendu de ces déterminants est plus subtil que l'intuition ne le laissait présager. La communication de l'information publique, volontaire ou légale, notamment, réduit le degré de participation aux élections et favorisent indirectement les chances de réélection des pouvoirs en place.

Ainsi, la mesure de l'abstention comme indicateur de la vitalité de la démocratie locale doit être relativisé. Le corpus théorique sur lequel nous nous appuyons montre que l'une des principales raisons de la mobilisation des électeurs est leur désir d'assurer la pérennité du système démocratique. Or, une bonne gouvernance s'appuyant sur la transparence et la diffusion de l'information est garante de la survie du système. Dans ce cadre, il est logique que le taux d'abstention augmente avec l'intensité de l'information diffusée et que de telles pratiques favorisent la réélection des équipes municipales en réduisant la défiance d'une partie des électeurs. La diffusion de l'information n'apparaît donc pas comme une condition suffisante à la reconduction d'un mandat, mais peut se révéler comme une condition nécessaire. De même, certains résultats ou choix de politiques publiques peuvent être justifiés à l'aide de pratiques informationnelles, réduisant en cela les risques de vote-sanction.

## Références bibliographiques

- [1] BABER William R, 1983, « Towards understanding the role of auditing in the public sector », *Journal of Accounting and Economics*.
- [2] BRODY, Richard A, 1978, "The Puzzle of Political Participation in America". In *The New American System*, ed. Anthony King. Washington, DC: American Enterprise Institute
- [3] BUCHANAN James M, 1984, « Politics without romance: a sketch of positive public choice and its normative implications ». In *The theory of Public Choice – II*, edited by James M. Buchanan and Robert D. Tollison, Ann Arbor.
- [4] CARASSUS David, 2002, *L'audit externe des villes et de leurs satellites : contribution à la compréhension des pratiques contractuelles dans une perspective d'évolution du système d'information de gestion local*, Thèse de doctorat en sciences de gestion, Université de Pau et des Pays de l'Adour, IAE.
- [5] CARASSUS David et LABORDE David, 2002, « L'impact politique de l'audit de début de mandat », Présenté au 23ème Congrès de l'Association Française de Comptabilité, Toulouse.
- [6] DEMEESTERE René, 1980, « Des outils pour la gestion des villes », *Revue Française de Gestion* n°25.
- [7] DOWNS Anthony, 1957, *An Economic theory of democracy*, Harper and Row, New York.
- [8] FEDDERSEN Timothy J., and PESENDORFER Wolfgang, 1996, "The Swing Voter's Curse", *American Economic Review*, Vol. 86, No. 3, 408-424.
- [9] FEDDERSEN Timothy J., and PESENDORFER Wolfgang, 1997, "Voting Behavior and Informational Aggregation in Elections with Private Information", *Econometrica*, Vol. 65, No. 5, 1029-1058.
- [10] FEDDERSEN Timothy J., and PESENDORFER Wolfgang, 1998, "Abstention in Elections with Asymmetric Information and Diverse Preferences". Mimeo.
- [11] FEREOH John A., 1990, "Information and the electoral process ». In *Information and Democratic Process*, edited by John A. Ferejohn and James H. Kullinsky, University of Illinois Press.
- [12] FEREOH Ehsan H., WILSON Earl R, 1994, « Financial accounting measures and mayoral elections », *Financial Accountability and Management*, vol.10 n° 3, pp. 161-174.
- [13] FIORINA M. P., 1990, « Information and rationality in elections », in *Information and Democratic Process*, edited by John A. Ferejohn and James H. Kullinsky, University of Illinois Press.

- [14] FIORINA M.P., 1977, « An outline for a model of Party Choice », *American Journal of Political Science*, vol. 21, pp. 601-25.
- [15] FIORINA M.P., 1981, *Retrospective Voting in American National Elections*, New Haven : Yale University Press.
- [16] GALEOTTI et BRETON (1986), « An economic theory of political parties », *Kyklos*, vol. 39, pp. 47-75.
- [17] GHIRARDATO Paolo et KATZ Jonathan N., 2001, "Indecision Theory: Explaining Selective Abstention in Multiple Elections". Mimeo.
- [18] HOFFMANN-MARTINOT Vincent, 1992, « La participation aux élections municipales dans les villes françaises », *Revue Française de Science Politique*, vol. 42, n° 1.
- [19] HOFFMAN-MARTINOT, Vincent, RALLINGS C. et THRASHER M.,1996, « Comparing local electoral turnout in Great Britain and France : More similarities than differences ? », *European Journal of Political Research*, No. 30, pp 241-257.
- [20] INGRAM Robert W., COPELAND Ronald M., 1981, « Municipal accounting information and voting behavior », *The Accounting Review*, vol. 56 n° 4, pp. 830-843.
- [21] JENSEN Michael C., MECKLING W.H., 1976, « Theory of the firm: managerial behavior, agency costs and ownership structure », *Journal of Financial Economics* vol. 3.
- [22] KEY V.O., 1966, *The Responsible Electorate : Rationality in Presidential Voting, 1936-1960*, Cambridge : Harvard University Press.
- [23] LECLERC Thomas, 1995, « Recherche sur l'information comptable et financière des villes de 10 000 habitants et plus », Compte-rendu de recherche, Université Paris-Dauphine.
- [24] LECLERC Thomas, 1998, « L'audit de début de mandat : un outil pertinent à la recherche d'une légitimité », Arthur Andersen Consulting..
- [25] LEDYARD J.O., 1981, « The Paradox of Voting and Candidate Competition : A General Equilibrium Analysis », in G. Hornwich and J. Quirk, ed. *Essays in Contemporary Fields of Economics*, West Lafayette : Purdue University Press.
- [26] LIJPHART, Arend, 1997, « Unequal Participation : Democracy's Unresolved Dilemma », *American Political Science Review*. Vol. 91, No 1, 1-14.
- [27] MATSUSAKA 1995, "Explaining Voter Turnout Patterns: An Information Theory," *Public Choice*.
- [28] McGUIRE W.J., 1968, « Attitudes and Attitude Change », in Gardner Lindzey and Elliot Aronson, eds., *Handbook of Social Psychology*, Vol.3. 2d ed. Reading : Addison-Wesley.

- [29] RILKER, William H. and ORDERSHOOK Peter C., 1968, "A Theory of the Calculus of Voting" *American Political Science Review*, Vol 62, no 1, 25-42
- [30] RUBIN Marc A., 1987, « A theory of demand for municipal audits and audits contracts », *Research in Governmental Nonprofit Accounting*, vol. 3, Part. A, pp. 3-33, Jai Press.
- [31] SANDERS George D., 1994, « Tiebout migrants and the median voters as users of accounting information », *Research in Governmental and Nonprofit Accounting*, vol. 8, pp. 137-155, Jai Press.
- [32] SHANKS J.M. and MILLER W.E., 1985, « Policy Direction and Performance Evaluation : Complementary Explanations of the Reagan Elections », Présenté à la conférence annuelle de l'American Political Science Association, New Orleans.
- [33] SNIDERMAN P.M., GLASER J.M. et GRIFFIN R.,1990, "*Information and Electoral Choice*", in *Information and Democratic Process*, edited by John A. Ferejohn and James H. Kullinsky, University of Illinois Press.
- [34] STIGLER G.J., 1973, « General Economic Conditions and Natural Elections », *American Economic Review*, 63, pp. 160-167.
- [35] TEIXEIRA Ruy A, 1992, *The disappearing American voter*. Washington: The Brookings Institution.
- [36] WOLFINGER, Raymond E., et ROSENSTONE, Stephan J, 1980, *Who votes?* , New Haven: Yale University Press.
- [37] WYER R.S. Jr., 1974, *Cognitive Organisation and Change: an Information Processing Approach*, Hillsdale : Lawrence Erlbaum.